

Faillite et réorganisation judiciaire

 3 h  66,00 €

La faillite

- Définition,
- Conditions,
- Les types de faillite.

La procédure de réorganisation judiciaire

- Définition,
- Responsabilités du professionnel du chiffre,
- Les différentes procédures,
- L'encadrement.

Informations pratiques

> Droit d'inscription

66,00 €

 Cette formation est agréée "chèques formation".

> Horaires

 Liège

> Le 11 mai 2021
de 18h30 à 21h30

> Certificat - Attestation

Attestation de participation

> Aides sectorielles à la formation

Pouvez-vous bénéficier d'une aide sectorielle ? Pour en savoir plus, consultez l'onglet **Fonds sectoriels de formation** (<https://www.formation-continue.be/aides-la-formation/fonds-sectoriels-de-formation>)

> Reconnaissance

- Agréée IEC
- Agréée IPCF

Faillite et réorganisation judiciaire - Le lundi 21 décembre 2020, Formation à distance

Organisation

La formation sera dispensée grâce à la plateforme de visioconférence Zoom. Les modalités pratiques seront communiquées après la confirmation du maintien de la formation. Nos formations à distance nécessitent que le participant dispose d'un ordinateur (PC/MAC) ou d'une tablette sur lequel/laquelle suivre la formation, d'une caméra, d'un micro et d'une bonne connexion Internet. Il sera demandé au participant d'allumer sa caméra lors de la prise de présences par le formateur.

Renseignements

Tél : 04/229.84.20

€ 66,00 € ou 3 chèque-formation



Dates de formation

Le lundi 21 décembre 2020

Horaire

de 18h30 à 21h30



Site de Liège Sainte-Beuve

Boulevard Sainte-Beuve, 1
4000 Liège
Belgique

inscription-sainte-beuve@centreifapme.be

[04/229.84.20](tel:042298420)

Formateur

Muriel Gluza, conseillère juridique.

Faillite et réorganisation judiciaire - Le mardi 11 mai 2021, Liège

€ 66,00 € ou 3 chèque-formation

 **Dates de formation**
Le mardi 11 mai 2021

Horaire
de 18h30 à 21h30

 **Site de Liège Sainte-Beuve**

Boulevard Sainte-Beuve, 1
4000 Liège
Belgique

inscription-sainte-beuve@centreifapme.be

[04/229.84.20](tel:042298420)

Formateur
Muriel Gluza, conseillère juridique.